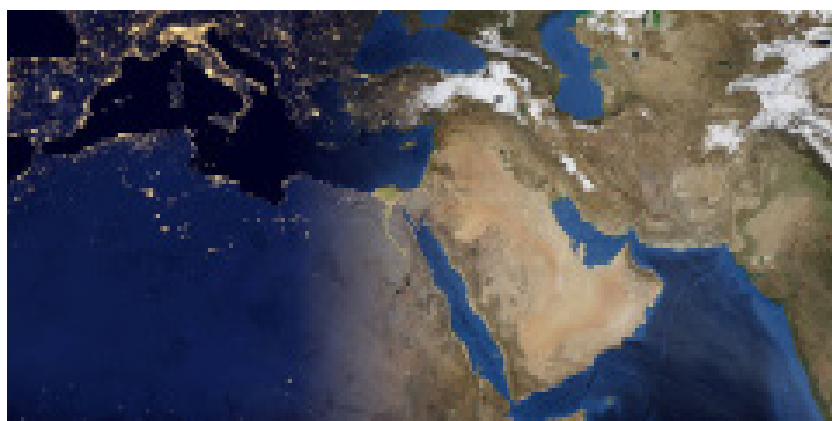


La relation diplomatique entre le Qatar et l'Afrique subsaharienne

Une histoire en construction



Benjamin AUGÉ

Août 2016

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-613-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Comment citer cette publication :

Benjamin Augé, « La relation diplomatique entre le Qatar et l’Afrique subsaharienne. Une histoire en construction », *Notes de l’Ifri*, Ifri, août 2016.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Benjamin Augé est docteur en géographie de l'Institut français de géopolitique (université Paris 8), il est par ailleurs le rédacteur en chef de la lettre d'information *Africa Energy Intelligence* (groupe Indigo Publications). Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique au sein de l'Executive Master in Energy and Natural Resources d'Hamad Ben Khalifa University au Qatar ainsi qu'à l'université de Nouakchott en Mauritanie et à l'Instituto Nacional de Relacoes Internacionais (ISRI) au Mozambique. Il est également intervenant à l'École de Guerre, Sciences Po Paris, ainsi qu'à l'École nationale d'administration (ENA).

Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier, gazier et électrique dans les pays africains. Benjamin Augé s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Outre le Nigeria, l'Angola, le Gabon et la République du Congo, il se focalise particulièrement sur les récents et futurs pays producteurs d'hydrocarbures comme le Soudan, le Tchad, la Mauritanie, l'Ouganda, le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie.

Sommaire

INTRODUCTION.....	4
LE QATAR ET LES ÉTATS AFRICAINS, DEUX MONDES PEU FAMILIERS L'UN DE L'AUTRE.....	6
POURQUOI VENIR AU QATAR ? DES MOTIVATIONS ET STRATÉGIES HÉTÉROGÈNES	10
LES CAS PARTICULIERS DU NIGERIA, DE L'AFRIQUE DU SUD ET DE L'ETHIOPIE	13
LES INVESTISSEMENTS QATARIS EN AFRIQUE : PÉTROLE, ÉNERGIE, MINES, TOURISME ET AGRICULTURE.....	17
LE MOZAMBIQUE, UN FUTUR CONCURRENT POUR LE GAZ QATARI ?	23
CONCLUSION	26

Introduction

Sous l'impulsion de l'ancien émir, Hamad Ben Khalifa Al Thani, au pouvoir entre 1995 et 2013, le Qatar est devenu en l'espace d'une vingtaine d'années un pays qui compte, grâce à son statut, acquis en 2006, de premier producteur de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde¹. Si ses ressources en gaz, les troisièmes du monde après celles de la Russie et de l'Iran, lui ont permis ce rapide décollage économique, l'émirat n'a pas souhaité se contenter du statut de simple puissance énergétique. Le Qatar a voulu exister géopolitiquement, notamment vis-à-vis du voisin saoudien, mais pas seulement. Cela implique de mettre en place une stratégie d'influence. Le pays a mis à profit ses moyens financiers colossaux afin d'engager une ambitieuse politique à l'étranger. Le Qatar réalise ses objectifs via son fonds d'investissement, Qatar Investment Authority, sa chaîne d'information *Al Jazeera*, mais aussi grâce à l'ouverture d'ambassades sur les cinq continents et le développement des lignes aériennes de Qatar Airways. Par ailleurs, le pays accueille sur son sol le siège du forum des pays exportateurs du gaz (GECF) depuis 2008, et il est membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) depuis 1961, soit un an après la création de cette organisation. Par ailleurs, le Qatar a rejoint des institutions *a priori* assez éloignées de sa culture comme l'Organisation Internationale de la Francophonie. En Afrique, mais pas uniquement², le Qatar s'est lancé dans des médiations diplomatiques, notamment au Soudan, en particulier sur la question du conflit au Darfour, et entre l'Érythrée et Djibouti, démontrant ainsi que son ambition allait bien au-delà du simple investissement de pétrodollars à l'étranger.

L'influence du Qatar en Afrique est plus souvent fantasmée que réelle. La relation est assez récente – en dehors du Maghreb, de la Mauritanie et du Soudan – et reste largement en devenir. Si les ouvertures des ambassades africaines au Qatar ainsi que celles de l'émirat en Afrique se sont multipliées depuis quelques années, les raisons et les conséquences

1. Nous rappelons ici que le PNB du Qatar est passé de 8 milliards de dollars en 1995 à 203,2 milliards en 2013.

2. Le Qatar a principalement accueilli et supervisé des médiations dans les pays arabes. C'est le cas entre le Yémen et le mouvement Houthi en 2007-2008, sur le Liban en 2008, ou encore des tentatives sur l'Afghanistan où les talibans ont eu une représentation au Qatar en 2013, rapidement fermée. Sur les médiations, voir Sultan Barakat, « Qatari Mediation: Between Ambition and Achievement », *Analysis Paper*, Brookings Doha Center Publications, novembre 2014.

tangibles de l'accélération de ces échanges demeurent très hétérogènes. De leur côté, les États africains ont chacun des objectifs et une diplomatie qui leur est propre. Il y a donc en théorie 54 politiques différentes sur le continent dont il sera bien sûr impossible de rendre compte dans toute sa diversité ici. Cette note se donne davantage comme objectif de mettre en valeur les différences d'approches des États africains vis-à-vis du Qatar. Ce travail essaye également de décrypter la vision et les représentations complexes et parfois simplistes sur lesquelles l'Émirat s'appuie pour bâtir sa politique africaine. Il sera aussi question ici de décrire ce qui a déjà été construit entre le Qatar et le continent, ainsi que d'expliquer le type de coopération que le Qatar, tout comme les États africains, tentent de mettre en place pour densifier leurs relations et leurs échanges, que ce soit au niveau politique ou économique.

La rédaction de ce texte a été possible grâce à des entretiens réalisés au Qatar, notamment auprès de fonctionnaires qataris, d'investisseurs étatiques et de diplomates et ambassadeurs africains sur place. Ces discussions ont été complétées par des échanges dans plusieurs pays africains où les relations avec le Qatar sont déjà anciennes, comme la Mauritanie ou plus récentes comme le Nigeria, ou en devenir, comme le Mozambique. Nous avons pris le parti de ne jamais citer nos interlocuteurs mais de les situer géographiquement pour que le texte fasse sens et que la compréhension de la relation entre les acteurs soit tout de même possible.

Le Qatar et les États africains, deux mondes peu familiers l'un de l'autre

Malgré le défilé permanent de dirigeants africains (présidents comme ministres) à Doha, la relation entre les pouvoirs africains et ceux du Qatar est encore récente et prisonnière, de part et d'autre, de nombreux clichés.

La décision d'ouvrir une représentation diplomatique dans un nouvel État est la résultante d'une multitude de facteurs et de représentations de la part des acteurs en présence. Il peut s'agir d'un choix poussé par une proximité géographique, d'une volonté de nouer des relations avec une puissance montante ou déjà établie devenue de plus en plus incontournable. L'ouverture d'une ambassade peut être aussi motivée par le facteur économique. Accroître les échanges entre deux États passe nécessairement par une meilleure compréhension bilatérale, qui est favorisée par l'ouverture d'un canal diplomatique direct et rapide, en l'occurrence une ambassade. Vingt et un États africains ont une ambassade à Doha mais les raisons de ces relations diplomatiques sont très différentes. Les pays du Maghreb ont ouvert des ambassades dès les années 1970, soit après l'indépendance du Qatar en 1971. C'est le cas du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Soudan et la Mauritanie. Tous ces États sont suivis au Ministry of Foreign Affairs (Mofa) par une autre direction (Department of Arabic affairs) que celle en charge de l'Afrique subsaharienne (Department of African Affairs). La raison de cette séparation s'explique aisément, le Maghreb et le Qatar ont des liens et une connaissance mutuelle profonde, puisqu'ils partagent l'islam comme religion dominante et l'arabe comme langue d'État. Cette relation est également particulière par le type d'emploi que les citoyens de ces pays occupent au Qatar. Beaucoup de Mauritaniens ont des fonctions de juges dans l'Émirat³, de nombreux policiers sont soudanais ou marocains. Ces pays arabes ont donc accès au Qatar à des postes du domaine régalien, ce qui est impossible pour les citoyens issus de l'Afrique subsaharienne.

3. Entretiens avec des diplomates.

Les entretiens avec les ambassadeurs des pays maghrébins, permettent de mesurer combien la relation est soutenue, ancienne et combien la compréhension des forces et faiblesses du partenariat avec le Qatar est claire. Leur antériorité, ainsi que le fait qu'ils s'inscrivent dans une longue lignée d'ambassadeurs qui se sont succédé depuis les années 1970, leur permet d'avoir davantage de recul et assez peu de surprises en prenant leur poste, du fait des *briefings* dont ils ont bénéficié dans leur capitale avant de s'installer à Doha. Ces pays ne jouissent pas forcément d'avantages particuliers, mais ils ont déjà accueilli des investissements qataris du fait de leur longue relation.

Les ambassades des pays subsahariens ont quant à elles principalement été ouvertes à Doha depuis le début des années 2000 avec une très nette accélération à partir de 2010. L'Érythrée est une exception avec une représentation diplomatique au Qatar existante depuis la fin des années 1990. Son ambassadeur, Ali Ibrahim Ahmad, est d'ailleurs le doyen du corps diplomatique étranger au Qatar, il est en poste depuis l'ouverture de la chancellerie. L'aide du Qatar à l'Érythrée dans sa médiation avec Djibouti en 2008 est le fruit de relations particulières avec ces deux pays. Après l'ouverture d'une ambassade de Djibouti au Qatar, un chargé d'affaires qatari a inauguré la représentation qatarie à Djibouti ville en décembre 2005⁴. L'Afrique du Sud a ouvert son ambassade à Doha en octobre 2003, lors de la venue de la ministre des affaires étrangères Nkosazana Dlamini Zuma⁵. Les relations diplomatiques avaient été établies en 1994 soit juste après la fin de la période d'apartheid. La Gambie a suivi dès 2004. Puis une accélération s'opère à partir de 2010 lorsque le Sénégal, le Swaziland, le Kenya, le Liberia, le Bénin, le Tchad et le Nigeria ouvrent leur ambassade respective. Plus récemment encore, en août 2015, c'est le Niger qui a inauguré son ambassade au Qatar avec l'arrivée de Mubarak Hassan Boubacar au poste d'ambassadeur.

Le Qatar prend parfois son temps avant d'implanter à son tour une représentation diplomatique dans les pays africains qui ont fait le choix d'ouvrir une ambassade à Doha. En règle générale, le Qatar accueille des ambassades africaines sur son sol avant de déployer les siennes en Afrique. Ce fut le cas avec la Somalie qui est présente au Qatar depuis de longues années, mais où il a fallu attendre août 2014, notamment en raison des enjeux sécuritaires, pour qu'un chargé d'affaires inaugure la représentation

4. *La Lettre de l'océan indien*, n° 1163, 7 janvier 2006.

5. Site officiel du département International Relations & Cooperation de la République d'Afrique du Sud, disponible sur : www.dfa.gov.za.

qatarie à Mogadiscio⁶. Le cas inverse est aussi possible. Depuis 2012, le Qatar a une ambassade à Dar es Salaam, en Tanzanie, mais la nation est-africaine n'en a pas à Doha. Outre l'importance pour le Qatar d'avoir une représentation dans un pays où l'Islam est très ancien, notamment à Zanzibar, beaucoup de touristes qataris et étrangers se rendent en Tanzanie, pour visiter Zanzibar ou le Kilimandjaro, par vol direct depuis Doha grâce à Qatar Airways. La Tanzanie devrait ouvrir une représentation au Qatar dans les prochaines années mais les fonctionnaires du ministère tanzanien des affaires étrangères justifient cette non-réciprocité par un problème de fonds⁷.

Si les ambassadeurs africains restent à Doha la quasi-totalité du temps de leur mission, en dehors d'un ou deux séjours de courte durée dans leur pays, il n'en est pas de même pour tous les ambassadeurs qataris en poste en Afrique. Certains d'entre eux sont plus souvent au Qatar que dans leur pays d'affectation. Si cela n'est pas forcément le cas de tous les diplomates qataris en Afrique, il semble que cela ne soit pas non plus des cas isolés⁸. Cela pose des problèmes pour certains pays africains qui souhaiteraient pousser certains dossiers d'investissement en coopération avec le Qatar.

La relation n'est pas plus simple entre les ambassadeurs du continent africain et le ministère des Affaires étrangères du Qatar. Plusieurs diplomates africains nous ont confié qu'il était parfois extrêmement difficile de rencontrer les personnes clés dans les institutions ou dans les ministères qataris à Doha, en dehors des visites de leurs présidents ou de leurs ministres. Peu nombreux, une dizaine tout au plus, dédiés uniquement aux problématiques de ce continent, ces fonctionnaires ont aussi la particularité, comme dans beaucoup d'institutions publiques qataries, de changer souvent de poste. Le cas de l'ambassadeur Yousef Bin Khalifa Abdullah Al-Sada est à ce titre assez évocateur⁹. Après une très longue carrière de diplomate, notamment comme ambassadeur au Sénégal

6. « Somali President Meets Charge d'Affaires of Qatar's Embassy », Site officiel du ministère des Affaires étrangères du Qatar, 23 août 2014, disponible sur : www.mofa.gov.qa.

7. Plusieurs petits États africains acceptent que tout soit payé par le Qatar (ambassade, voiture, frais divers) mais la Tanzanie, comme certains autres, a par le passé refusé ce genre de procédé car cela gêne la relation qui n'est plus très équilibrée.

8. Les nominations au statut d'ambassadeurs sont prisées par les fonctionnaires qataris, cependant il est très difficile pour le ministère des Affaires étrangères – comme pour tous les ministères et entreprises publiques – d'imposer une présence permanente à ses employés nationaux. Ceux-ci ont souvent des activités commerciales privées ou des obligations sociales au Qatar qui les tiennent éloignés de leurs postes d'affectation, surtout lorsque la destination est peu « prestigieuse ». Un autre facteur est le fait que le Qatar dispose d'une faible population nationale active, conduisant les Qataris les plus appréciés à cumuler les activités, qu'elles soient gouvernementales ou privées.

9. Fiche de l'ambassadeur Yousef Bin Khalifa Abdullah Al-Sada, Site officiel du ministère des Affaires étrangères du Qatar, disponible sur : www.mofa.gov.qa.

puis en Thaïlande, il a obtenu cinq affectations différentes en cinq ans au ministère des Affaires étrangères, passant de conseiller du ministre à directeur du département « organisations et conférences internationales », puis directeur du département Afrique, puis enfin chargé des affaires asiatiques. Au total, il n'aura passé que trois mois sur les questions africaines. Son successeur depuis 2014, Riyadh bin Ali Ahmed Al-Ansari, ancien ambassadeur au Japon, était toujours en poste au moment de l'écriture de cette note. S'il est aisé de trouver au ministère des spécialistes de l'Amérique du Nord ou de l'Europe, la spécialité Afrique fait encore largement défaut, et fait figure de parent pauvre de la diplomatie qatarie, qui, il est vrai, n'a pas encore véritablement défini les objectifs à atteindre sur le continent africain.

Pourquoi venir au Qatar ?

Des motivations et stratégies hétérogènes

Tous les États africains ne viennent pas au Qatar avec les mêmes objectifs. L'ouverture d'une mission diplomatique est souvent motivée par le souhait d'un accroissement des échanges politiques et économiques mais les priorités et les stratégies divergent. Nos entretiens avec des diplomates montrent bien que l'ouverture récente d'ambassades d'États africains relativement peu peuplés et à l'économie assez atone comme le Liberia, le Swaziland, le Bénin ou encore la Centrafrique, est liée à la nécessité d'attirer des capitaux dans leur pays au plus vite. Attirer des investissements qataris fait désormais partie de la globalisation des échanges. Au moment de l'indépendance de ces États africains, les anciennes puissances coloniales (France, Grande-Bretagne) sont restées économiquement très présentes dans leur zone d'influence historique, rapidement rejointes par les États-Unis. À partir des années 1990, les États comme la Chine¹⁰, l'Inde, la Corée du Sud ou encore le Brésil et la Russie¹¹ ont conduit une politique soutenue d'investissements en Afrique. Le Qatar, avec ses revenus gaziers si importants, devenu l'État le plus riche du monde par habitant, fait rêver les États africains en recherche de croissance et de créations d'emplois. L'un des ambassadeurs que nous avons rencontré rappelle d'ailleurs qu'au sein de son ministère de tutelle, le Qatar est considéré comme un « *promised land* ». Il y a donc l'idée, pour certains pays qui ont récemment ouvert leur ambassade à Doha, que les revenus mirifiques du gaz au Qatar peuvent être en partie « captés » à travers des investissements chez eux. Jusqu'à maintenant, cela n'a pas vraiment été le cas, comme nous le verrons plus en détail, et ce, car le Qatar impose notamment la négociation de documents de non double imposition et de garantie des investissements. La signature de ces documents prend du temps, d'autant plus que le nombre de fonctionnaires qataris capables de suivre ce processus est limité. En tant que géant gazier, le Qatar est

10. Devenu le premier partenaire de l'Afrique depuis 2009. Voir à ce sujet, « In Africa, U.S. Watches China's Rise », *The Wall Street Journal*, novembre 2011.

11. La Russie a un statut particulier du fait de son implication dès les indépendances dans nombre de pays d'obédience marxiste comme l'Angola ou le Mozambique.

également courtisé par des pays comme le Sénégal et le Kenya pour obtenir des approvisionnements énergétiques avec cette fois l'idée que le prix d'achat pourrait être inférieur au prix du marché que paient les États développés comme la Corée du Sud ou le Japon, premiers clients du GNL qatari. Or, cette stratégie d'approche adoptée par certains États africains ne fonctionne pas avec le Qatar car aucun prix « politique¹² » pouvant aider les États pauvres n'est proposé. Le Qatar vend au plus offrant et travaille uniquement dans le cadre de *joint-venture* avec des *majors* comme Exxon et Shell et ne pratique pas de politique de prix spéciaux. Le fait que certains pays africains se dépeignent comme des pays pauvres afin d'obtenir plus aisément des faveurs, n'a pas d'impact au Qatar. Cela fait perdre du temps à ces États africains car leurs interlocuteurs qataris n'opposent pas un non frontal à leur demande, ils ont tendance à répondre qu'ils « vont réfléchir » mais finalement rien ne se décide car il n'y a pas de prix d'« ami ».

Lors de nos entretiens avec les diplomates africains, la raison économique de l'implantation d'une ambassade a été systématiquement mise en avant. Cependant, en dehors du problème du faible nombre de personnels dédiés à l'Afrique au ministère des Affaires étrangères qatari¹³, les ambassades africaines ne sont pas suffisamment dotées en personnel pour structurer leur offre de partenariat économique avec l'Émirat. L'ambassadeur n'est, la plupart du temps, aidé que par un ou deux collaborateurs en dehors des secrétaires et personnels affectés aux tâches d'intendance. De plus, rares sont les chancelleries à avoir misé sur un pôle économique fort. En dehors du Sénégal, qui a une véritable mission économique à la tête de laquelle a été nommé un responsable expérimenté, qui était auparavant en poste à New Delhi, la plupart des ambassades ne sont pas outillées pour suivre des propositions d'investissements qui auraient été formulées lors de la visite d'un ministre ou président à Doha. Le manque de suivi de part et d'autre du fait de l'insuffisance de personnel compétent ainsi que de l'absence de hiérarchisation des dossiers prioritaires par le Qatar, expliquent en grande partie combien, au-delà des

12. À cette affirmation, une exception existe. Au cours de la période du gouvernement égyptien de Mohamed Morsi entre 2012 et 2013, des cargaisons de gaz qatariques ont été expédiées à très bas prix. Dans ce cas précis, c'est l'État qatari qui a payé le manque à gagner pour les investisseurs privés.

13. Ce relatif manque de compétences au ministère et de pratique des langues en dehors de l'arabe et de l'anglais favorisent l'utilisation fréquente par l'émir d'anciennes grandes figures politiques africaines afin de préparer des visites sur le continent ou travailler sur un dossier en particulier. Lors de la période de l'émir Hamad Khalifa Al-Thani, l'ancien ministre mauritanien des Affaires étrangères du président Maaouya Ould Sid Hamed Taya, Dah Ould Abdi, a par exemple joué un rôle actif de conseiller sur les pays francophones d'Afrique auprès de l'émir. Ces personnes de confiance sont choisies davantage du fait des relations personnelles nouées lors des voyages de l'émir que de personnes proches du Qatar. Dah Ould Abdi n'a jamais été ambassadeur au Qatar.

effets d'annonce, cette relation est lente à se concrétiser par des actions spécifiques.

Si les clichés sont nombreux du côté de certains pays africains, considérant qu'il va être aisé d'attirer des investissements qataris du fait des immenses revenus du gaz, les représentations qataries sur l'Afrique sont également problématiques et nuisent au partenariat. L'Afrique reste encore une *terra incognita* pour nombre de fonctionnaires et les appréhensions sont encore fortes lorsque les ambassades africaines tentent d'attirer les capitaux sur le continent : crainte sur la sécurité physique, crainte sur la sécurité des investissements, vision d'une pauvreté et d'une corruption généralisée. L'Afrique reste encore pour certains fonctionnaires qataris un continent relativement homogène, où les différences entre les pays ne sont pas encore totalement intégrées. Ainsi, l'Afrique fait encore trop souvent les frais d'un afro-pessimisme peu nuancé. Lorsque l'on compare la massification des investissements qataris en Europe (65 milliards de dollars estimés jusqu'en 2013¹⁴) et en Amérique du Nord¹⁵, avec ceux très limités en Afrique (probablement inférieur au milliard de dollars), on peut se dire qu'un travail de pédagogie et de compréhension mutuel reste à accomplir. Les postes d'ambassadeurs en Afrique ne sont pas les plus courus pour les diplomates qataris, ce qui explique aussi les longues et fréquentes « pauses » au Qatar de ces derniers.

14. « Qatar Investments in Europe reach 65 billion USD », *Middle East Monitor*, 30 janvier 2014, disponible sur : www.middleeastmonitor.com.

15. Entre 2015 et 2020, le Qatar souhaite investir 35 milliards de dollars aux États-Unis. Si ce chiffre, communiqué en février 2015, sera revu à la baisse du fait de la baisse des cours du brut, il démontre la volonté de l'Émirat de peser dans l'économie américaine, disponible sur : www.gulf-times.com.

Les cas particuliers du Nigeria, de l'Afrique du Sud et de l'Éthiopie

Si l'on met de nouveau à part le Maghreb et les deux pays arabes qui y sont rattachés (Soudan et Mauritanie), deux pays ont un statut spécifique pour le Qatar en Afrique. Les deux plus grandes économies du continent, le Nigeria et l'Afrique du Sud, sont traitées un peu différemment. L'ambassade sud-africaine à Doha a été ouverte en 2003, mais les relations se sont très rapidement densifiées après la visite en 2004 du ministre qatari de l'Énergie et de l'Industrie Abdullah Al-Attiyah¹⁶. Un accord de principe a été noué lors de ce séjour avec la *major* sud-africaine Sasol qui a, dès 2007, travaillé avec Qatar Petroleum pour la construction d'une usine de GTL (*gas to liquid*) permettant de transformer le gaz qatari en produits pétroliers liquides à Ras Laffan, la grande zone gazière du Qatar¹⁷. Cet intérêt qatari pour la technologie sud-africaine a considérablement densifié les relations bilatérales et a contribué à dissiper les clichés habituels sur une Afrique pauvre et risquée, tout du moins concernant l'Afrique du Sud. De plus, l'Afrique du Sud a été le premier pays africain à négocier avec le Qatar pour importer du gaz liquéfié. Une négociation pilotée par l'ancien ambassadeur, qui sera finalement sans suite¹⁸. Les Sud-Africains offrent régulièrement leurs services pour aider le Qatar à mieux comprendre les dynamiques politiques en Afrique. Et ce, y compris au Soudan, où la médiation de l'Union africaine sur le Darfour est pilotée par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki. Cette relation particulière entre l'Afrique du Sud et le Qatar est mise en musique de part et d'autre par des ambassadeurs aux profils singuliers. Premier ambassadeur qatari en Afrique du Sud entre 2003 et 2007, Zayed Bin Rashid Al-Nuaimi est un diplomate chevronné ayant été auparavant en poste à Nouakchott, Vienne, Mascate et Washington. Il a été remplacé par un autre diplomate de carrière, Basheer Issa Al-Sherawi. Depuis avril 2012, l'ambassadeur qatari

16. Site officiel du département International Relations & Cooperation de la République d'Afrique du Sud, disponible sur : www.dfa.gov.za.

17. Présentation des actionnaires d'ORYX GTL, Site officiel, disponible sur : www.oryxgtl.com.qa.

18. « Mozambique : Sasol renforce sa présence », *Africa Energy Intelligence*, n° 636, 28 septembre 2010.

à Pretoria¹⁹, Salim Abdullah Sultan Al-Jaber, n'en est pas non plus à son premier poste, il était auparavant ambassadeur en Serbie. Il est accompagné par deux conseillers. Quant à l'ambassadeur sud-africain à Doha, Saad Cachalia, il est un militant de la première heure de l'African National Congress (ANC) et a eu une longue carrière dans la fonction publique, notamment comme *Member of the Executive Council* (équivalent de ministre) chargé des finances de la province du Limpopo, avant de prendre son poste d'ambassadeur au Qatar en avril 2012. Il est accompagné à Doha par quatre conseillers thématiques. Son prédécesseur de 2008 à 2011, Vincent Zulu était un leader traditionnel Zulu, ancien *Member of the Executive Council* de la province du Kwazulu-Natal en charge de l'éducation, avant d'être nommé ambassadeur en Jordanie, puis aux îles Fidji en charge de la Papouasie Nouvelle Guinée et des îles Salomon.

Dans le cas du Nigeria, la relation avec le Qatar est, d'une certaine manière, beaucoup plus ancienne car les deux pays sont membres de l'OPEP (depuis 1961 pour le Qatar et 1971 pour le Nigeria). Cependant, il aura fallu attendre 2013 pour que le Nigeria ouvre sa représentation diplomatique au Qatar avec l'arrivée de l'ambassadeur Shuaibu Ahmed. Il a été accompagné jusqu'à son départ en août 2015 par deux conseillers expérimentés dont Enoch Pear Duchi, diplomate de carrière qui a notamment été en poste en Roumanie, au Tchad, au Sénégal et à Cuba. Les Nigériens appellent ce type de chancellerie « *smart mission* », c'est-à-dire avec un personnel limité (l'ambassadeur + 2 conseillers), mais expérimenté. Si les motivations économiques de cette implantation au Qatar sont importantes, le Nigeria ne cherche pas à acheter du gaz et n'avait pas, à l'époque de l'ouverture de son ambassade, des problèmes de trésorerie du fait d'un prix du baril très élevé. Outre le fait qu'il y avait une nécessité d'ouvrir un bureau consulaire – plus de 7 000 Nigériens travaillent dans de multiples secteurs au Qatar et devaient auparavant gérer leurs problèmes consulaires depuis Abu Dhabi – il y aussi une dimension politique qui n'est quasiment jamais évoquée lorsque l'on interroge les diplomates des autres ambassades africaines au Qatar. L'interventionnisme, notamment dans la résolution de conflit en Afrique (Érythrée/Djibouti et Darfour au Soudan) du Qatar, pousse le Nigeria, qui se considère comme la grande puissance continentale à se rapprocher de l'Émirat. Le Nigeria est probablement un des rares, voire le seul pays d'Afrique présent à Doha à mettre en valeur cette dimension politique avant d'évoquer l'aspect économique. Dans ce dernier domaine, et contrairement à l'Afrique du Sud avec laquelle les échanges économiques

19. Il est également en charge du Zimbabwe, du Mozambique et de l'Angola.

sont importants grâce notamment à Sasol ou certaines chaînes de restaurant comme Nando's, le Qatar n'a effectué qu'un seul investissement au Nigeria en acquérant, *via* la Qatar National Bank, 23,5 % de l'Ecobank pour plus 603 millions de dollars en 2014²⁰.

Concernant l'implantation diplomatique du Qatar au Nigeria, il a fallu attendre le mois de juillet 2014 afin que soient présentées les lettres de créance de l'ambassadeur désigné par Doha au président nigérian Goodluck Jonathan. L'importance donnée par le Qatar au partenariat avec le Nigeria est soulignée par l'expérience de l'impétrant, Abdulaziz bin Mubarak Al-Muhannadi. Ancien ambassadeur en Syrie puis à Djibouti, il a été directeur des affaires africaines et asiatiques avant d'être affecté à Abuja²¹. Les Nigériens ont reçu cette nomination très positivement car elle montre à quel point les Qataris envisagent le rôle singulier du Nigeria en Afrique. Jusqu'à maintenant, l'ambassadeur et ses deux conseillers, Yousef bin Shaban Al-Sada et Nassir Mohammed Hamad Mohammed Aleida, occupent des chambres de l'hôtel Hilton de la capitale nigérienne, mais une représentation pérenne devrait être mise en place en 2016.

Le cas de l'Éthiopie est également particulier. Ce pays avait rompu les relations diplomatiques avec le Qatar en 2008 du fait de l'implication de ce dernier sur le dossier frontalier entre Djibouti et l'Érythrée. L'Éthiopie reprochait à l'époque au Qatar de défendre l'Érythrée et d'être bien trop proche de son président, Issayas Afewerki, depuis 1993. Cette brouille a eu lieu alors que les deux États n'avaient pas encore d'ambassade de part et d'autre. Cela a conduit à un long travail diplomatique et à une nécessité de se parler plus directement. Cette mauvaise passe, qui n'aura finalement duré que quelques années, a poussé à l'ouverture de représentations en 2013 avec l'arrivée à Doha de l'ambassadeur Mesganu Arga Moach (ex-consul général aux Émirats arabes unis), et la nomination d'Abdulaziz Sultan Jassim Al-Rumaihi à Addis-Abeba. On estime le nombre d'Éthiopiens travaillant au Qatar entre 20 000 et 25 000 personnes. Cela ferait d'eux l'une des plus importantes communautés d'Afrique subsaharienne au Qatar.

Si le Kenya est de loin la première puissance économique d'Afrique de l'Est, il ne nous a pas semblé, lors de nos entretiens avec ses diplomates, que la dimension politique soit primordiale dans l'ouverture d'une ambassade à Doha en 2010 avant celle ouverte à Nairobi dans la foulée. C'est bien davantage le volet économique qui a présidé à ce nouveau

20. « Qatar National Bank Increases Stake in African Lender Ecobank », *Financial Times*, 15 septembre 2014.

21. « Qatar to Open Diplomatic Mission in Nigeria », *Gulf Times*, 3 octobre 2013.

partenariat ainsi que le nombre important de Kenyans au Qatar : 14 000 en 2015 alors qu'ils n'étaient que 500 en 2010²². Cela s'explique par le fait que les Kenyans maîtrisent l'anglais et ont une bonne formation comparée aux autres pays anglophones d'Afrique de l'Est. Ils ont ainsi facilement pu obtenir des visas pour travailler dans la sécurité, l'hôtellerie, les sociétés de taxi, etc.

22. Les Kenyans offrent une alternative aux expatriés issus des pays du sous-continent indien et des Philippines représentant déjà l'essentiel des travailleurs étrangers au Qatar.

Les investissements qataris en Afrique : pétrole, énergie, mines, tourisme et agriculture

En dehors du Nigeria et de l'Afrique du Sud (voire de l'Éthiopie qui héberge le siège de l'Union africaine) qui peuvent prétendre à jouer un rôle continental de premier plan en Afrique, la raison principale qui pousse le Qatar à ouvrir des représentations diplomatiques en Afrique subsaharienne est de saisir des opportunités économiques. Les premiers échanges économiques n'ont d'ailleurs pas attendu l'ouverture des représentations diplomatiques avec notamment le lancement de Qatar Airways en 1993. Plus d'une dizaine de pays africains sont directement reliés à Doha. À l'image des ambassades, les premières destinations africaines reliées par la compagnie d'État ont été celles du Maghreb puis les villes d'Afrique subsaharienne ont rapidement suivi.

Année d'ouverture	Destinations
1994	Le Caire / Khartoum
2002	Casablanca
2004	Louxor
2005	Alexandrie / Alger / Tunis / Johannesburg
2006	Dar es Salaam
2007	Lagos
2011	Entebbe
2012	Mombasa / Kigali / Kilimandjaro
2013	Asmara / Addis Abeba / Maputo
2015	Zanzibar / Le Cap / Durban

L'énergie est un des vecteurs principaux des investissements étrangers du Qatar. Grand producteur de gaz, le Qatar, *via* sa société Qatar Petroleum et sa filiale Qatar Petroleum International (QPI) fondée en 2006, a donc souhaité investir en dehors du Qatar. En Afrique, il n'a pour le moment effectué que trois investissements dans ce secteur. La première date de 2008 lorsque QPI acquiert 20 % des blocs Ta7 et Ta-8 de la *major* française Total dans le bassin de Taoudenni en Mauritanie²³. Après sept années, QPI a décidé de se retirer de ce projet où les forages ont été jugés très décevants²⁴. Autre investissement de QPI, cette fois-ci beaucoup plus significatif, avec son entrée dans la filiale de Total en République du Congo. QPI acquiert ainsi en mai 2013 15 % de cette filiale c'est-à-dire qu'elle finance 15 % de tous les projets du groupe français dans ce pays où de très importants investissements sont en cours, comme l'accroissement de la production du gisement de Moho Nord qui produira 140 000 barils par jour en 2016²⁵. Jusqu'à 2015, QPI n'avait investi qu'avec Total en Afrique, l'une des raisons principales de cette stratégie étant que le fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA) détient une partie du capital de la *major* française. Du fait de la baisse depuis mi-2014 du prix du pétrole et du gaz qui a touché le Qatar comme tous les producteurs d'hydrocarbures, QPI a été intégré à Qatar Petroleum dans le cadre d'une réorganisation du groupe en 2015. En février 2016, QP a pris 30 % des permis marocains de Cap Rhir Deep, Cap Cantin Deep et Cap Walidia Deep, que l'américain Chevron – qui conserve le rôle d'opérateur – avait acquis en 2013. Ce dernier investissement est sur le même modèle que les précédents avec Total. QP prend peu de risque et compte apprendre, dans l'ombre d'une *major*, comment gérer ce genre de projet compliqué à l'étranger. Cependant, et contrairement aux prises de participation avec Total, il n'y a pas encore de découverte sur les blocs au Maroc sur les blocs de Chevron. Chevron a réussi à convaincre QP car l'un des principaux artisans de cet accord, Carl Atallah, actuel patron de Chevron au Qatar, et l'ex-directeur de la *major* au Maroc²⁶.

Outre les investissements pétroliers, le Qatar essaye également de devenir une puissance énergétique dans la production d'électricité à l'étranger avec sa société Nebras Power, *joint-venture* créée en 2013 entre Qatar Petroleum (20 %), Qatar Holding (20 %) et Qatar Electricity and Water Company (QEW) (60 %) avec un capital d'un milliard de dollars. L'un des premiers projets sur lequel Nebras s'est engagé se trouve au

23. *Africa Energy Intelligence*, n° 625, 31 mars 2010.

24. *Africa Energy Intelligence*, n° 743, 17 mars 2015.

25. « Moho Nord, une aventure industrielle et humaine en République du Congo », www.total.com.

26. *Africa Energy Intelligence*, n° 764, 23 février 2016.

Kenya. Les Qataris veulent y investir dans une centrale à gaz de 500 MW aux alentours de la ville portuaire de Mombasa en partenariat avec Kenya Electricity Generating Company. Le séjour au Qatar du président kenyan Uhuru Kenyatta en avril 2013 a semble-t-il été déterminant pour intéresser le président de Nebras, Fahad Hamad Al-Mohannadi, également directeur général de QEWC. Il a fallu cependant attendre mai 2015 pour qu'un autre mémorandum d'entente soit signé entre Nebras, Mitsui et le Sénégal en vue de construire un terminal flottant d'importation de gaz (FSRU, *Floating storage and regaseification unit*) et une centrale de 400 MW à proximité de Dakar. Le suivi constant du projet par la mission économique de l'ambassade du Sénégal à Doha et les visites récurrentes à un haut niveau²⁷ n'ont pas été pour rien dans cette signature. En juin 2015, Nebras a également conclu une coopération avec Qatar Development Fund (QDF²⁸) afin de financer des projets énergétiques dans les pays en développement et proposer aussi des solutions de financement. En octobre 2015, une délégation composée de Nebras et du QDF a rencontré le président djiboutien Ismail Omar Guelleh à Djibouti Ville, afin d'étudier les potentiels projets énergétiques à développer.

Pour le moment, ni le projet kenyan, ni celui au Sénégal n'ont abouti à un contrat de développement du fait d'une frilosité qatarie liée notamment à la baisse des revenus gaziers. Ces projets ne restent qu'au stade des annonces mais pourraient se transformer en actes car ils correspondent aux besoins africains et aux demandes de toutes les délégations africaines qui ne cessent de se succéder à Doha.

Outre le secteur des hydrocarbures et de l'énergie, le Qatar a lancé une stratégie d'acquisition de projets miniers à l'étranger. Pour ce faire, elle possède deux entités : Qatar Steel (production de fer) active depuis 1974 et Qatar Mining (exploration et production minière) créée en 2010. En Afrique, Qatar Steel a attendu 2007 pour signer son premier accord de principe en Mauritanie en coopération avec la Société nationale industrielle et minière (SNIM). Cette coopération entre les deux entités ainsi que Saudi Basic Industries Corporation (SABIC), veillant à accroître la production de fer dans le nord du pays grâce au gisement du Guelb El Aouj. Ce projet ne s'est jamais matérialisé car le Qatar n'a finalement pas investi²⁹. Il faudra attendre juillet 2012 pour que l'ancien ministre qatari

27. Le président sénégalais Macky Sall et son conseiller énergie Ibnou Sougoufara étaient les 20, 21 et 22 mai 2013 à Doha, *Africa Energy Intelligence*, n° 700, 4 juin 2013.

28. Le Qatar Development Fund a été créé en 2002 pour coordonner la politique de coopération à l'international du Qatar envers les pays arabes et les autres pays en développement. Il dispose de fonds et peut proposer des prêts pour financer des projets. Il est actuellement dirigé par Khalifa Jassim Al-Kuwari, ancien numéro deux du Qatar Investment Authority et de Qatar Holdings.

29. *Africa Mining Intelligence*, n° 186, 9 septembre 2008.

des Finances Youssuf Hussein Kamal se rend en Algérie pour signer un accord de principe au nom de Qatar Steel et Qatar Mining pour la construction d'une usine d'acier à Bellara d'une capacité de 5 millions de tonnes par an. Les sociétés qataries sont engagées à hauteur de 49 % dans ce projet dont l'accord final a été signé lors du voyage du premier ministre algérien Abdelmalek Sellal à Doha en mars 2013³⁰. Le groupe industriel algérien Sider contrôlera les 51 % restants. L'objectif est à cette époque de produire dès 2017. Cet accord a été confirmé lors de la visite en décembre 2013 du ministre des Affaires étrangères à Alger, Khalid bin Mohammad Al-Attiyah, soit après l'arrivée du nouvel Emir Tamim ben Hamad Al-Thani le 25 juin 2013. Cependant, il faut attendre mars 2015 pour que les travaux commencent effectivement.

En ce qui concerne Qatar Mining, elle a obtenu ses premiers permis africains en août 2015 au Mali. Quatre licences d'exploration d'or seront exploitées dans les zones de Linguékolo et de Nétékoto, dans le cercle de Kéniéba, dans la région de Kayes. Cette opération fait suite à la visite au Qatar en janvier 2014 du président malien Ibrahim Boubacar Keïta qui avait déjà à l'époque signé des protocoles d'accord³¹.

Au niveau des secteurs du tourisme et de la construction, le Qatar veut aussi investir ses fonds en dehors du territoire national. En 2005, la Qatar Investment Authority décidait de fonder Qatari Diar afin de développer des projets de construction notamment pour investir dans les infrastructures de tourisme. Outre d'immenses projets au Qatar, en Asie et en Europe, plusieurs complexes hôteliers sont en cours de construction en Afrique, principalement au Maghreb. Qatari Diar a présenté dès octobre 2010 le projet d'un hôtel de luxe dans la région sud de Tozeur en Tunisie. Les travaux de ce complexe, Tozeur *desert resort*, ont pourtant seulement commencé fin août 2015³² en raison de la situation politique et sécuritaire incertaine dans le pays. Cet investissement significatif de 72 millions d'euros est loin d'être matérialisé à 100 % et il n'est pas impossible que le chantier s'arrête du fait de l'atonie du secteur du tourisme dans le pays depuis 2011. Les attentats du musée du Bardo en mars 2015 à Tunis et dans un hôtel près de Sousse en juin 2015 ont contribué à nuire encore davantage à ce secteur si stratégique pour l'économie tunisienne. En dehors de la Tunisie, Qatari Diar compte investir dans plusieurs projets de

30. « Algérie : Doha construira un complexe sidérurgique de 2 milliards de dollars à Bellara », Agence Ecofin, 26 mars 2013, www.agenceecofin.com.

31. A. Amaniera « Mali Qatar communiquent après la visite d'IBK à Doha », *Qatarinfos.net*, 26 janvier 2014, www.qatarinfos.net.

32. « Tozeur Desert Resort : démarrage des travaux fin août », *Kapitalis.com*, 27 juillet 2015 : <http://kapitalis.com>.

tourisme en Égypte. C'est le cas du New Giza (dans la banlieue du Caire), quartier résidentiel avec un hôtel cinq étoiles, ou encore St. Régis Nile Corniche qui remodelera un quartier de la capitale comprenant également un hôtel cinq étoiles et qui ouvrira en septembre 2016³³. Au Maroc, près de Tanger, Qatari Diar investit dans le projet de tourisme de luxe d'Al-Houara. Au Soudan, Qatari Diar investit également dans un nouveau quartier à Khartoum, appelé Mushaireb. Les premiers travaux ont commencé en 2009³⁴ et devraient coûter quelque 400 millions de dollars. Un autre projet en cours en Mauritanie, la construction d'un hôtel cinq étoiles sur la plage de Nouakchott, a été également évoqué en février 2011 lors de la visite au Qatar du Premier ministre mauritanien Moulay Ould Mohamed Laghdaf³⁵. Jusqu'à maintenant, hors de l'acquisition de ce terrain, aucun travail significatif n'a été entrepris. En dehors du Maghreb et du Soudan, très peu de projets de construction sont envisagés en Afrique subsaharienne. On peut tout de même évoquer les Seychelles, membre de l'Union africaine, archipel dans lequel Qatari Diar mène un projet en commun avec Vinci par l'intermédiaire d'une *joint-venture* QDVC, fondée en 2007³⁶.

L'une des préoccupations du Qatar, du fait de son climat très chaud avec des précipitations très faibles, reste la sécurisation de ses besoins alimentaires. Pour ce faire, le fonds d'investissement Qatar Investment Authority a créé en 2008 Hassad Food dont l'objectif est de sécuriser l'Émirat en produits agricoles et en ovins. Or à ce titre, l'Afrique a très tôt intéressé Hassad Food pour ses zones arables très nombreuses et des conditions climatiques favorables. Seulement, cela ne s'est, une nouvelle fois, pas matérialisé partout. Cette stratégie qatarie a commencé en octobre 2009 par un accord en vue de développer des fermes d'élevage de moutons au nord du Soudan pour un montant de 100 millions de dollars³⁷. Il est difficile de savoir ce qui a été réalisé concrètement sur le terrain. L'ex-président du Burkina Faso Blaise Compaoré avait également essayé, en vain, d'attirer les investissements d'Hassad Food lors de son séjour au Qatar en avril 2010³⁸. Mais il n'est pas le seul. De nombreux pays africains ont vu avec la création de Hassad Food une bonne occasion de développer leur secteur agricole, trop souvent peu productif. George Aboagye, le patron du Ghana Investment Promotion Centre (GIPC), une agence ayant

33. Site officiel de l'hôtel St. Regis Cairo, www.starwoodhotels.com.

34. « Qatari Diar Announces Expansion of Prestigious Mushaireb Development in Khartoum, Sudan », *Gulf Times*, 26 avril 2012, www.caperi.com.

35. *Qatar News Agency*, 27 février 2011.

36. *Qatar News Agency*, 26 novembre 2011.

37. *SeeNews Middle East & Africa*, 27 octobre 2009.

38. *Sidwaya*, 15 avril 2010.

comme objectif d'attirer des investissements au Ghana et directement hébergé par la présidence, s'est rendu en mai 2010 au Qatar pour rencontrer les dirigeants d'Hassad Food et également inciter les autorités à investir dans le pétrole et le gaz. Cette initiative a été jusqu'alors infructueuse. L'ancien président centrafricain, François Bozizé, avait initié le même type de démarche en novembre 2011 lors d'une rencontre avec le président d'Hassad Food, Mohamed Al-Hajri, quelques mois à peine avant d'être écarté du pouvoir à Bangui. Ces nombreux contacts avec des présidents et hautes autorités africaines n'ont pas donné beaucoup plus de résultats en matière d'investissements. Les raisons souvent invoquées sont le doute sur la sécurité des investissements ; la longueur des processus et parfois aussi le manque de sécurité physique. Hassad Food a par contre investi massivement en Australie en y fondant dès 2009 une filiale, Hassad Australia, pour y élever une race spécifique de mouton syrien. Le Qatar a importé 330 000 moutons venant de ses fermes australiennes en 2015³⁹. De même, en Australie, des terrains ont été acquis afin de produire de grandes quantités du blé. Au Pakistan, Hassad Food a investi dans la production de riz *via* sa filiale Senwan Pakistan. Enfin, le dernier investissement concerne la production de poulet, Hassad Food est le premier actionnaire de la société omanaise A'Saffa Foods qui a des fermes à Oman.

39. « Assad Makes Strides in Qatar's Food Security », *Gulf Times*, 8 décembre 2015, www.gulf-times.com.

Le Mozambique, un futur concurrent pour le gaz qatari ?

Le relatif manque de connaissance de l'Afrique observé chez les décideurs qataris, continent qu'ils considèrent comme pauvre et qui ne peut pas, a priori, apporter de valeur ajoutée hors des matières premières et des terres, peut parfois les conduire à sous-estimer des phénomènes qui sont pourtant majeurs. Le cas du Mozambique est à cet égard significatif. Ce pays auquel nous avons consacré plusieurs études⁴⁰ est désormais à la tête de gigantesques découvertes de gaz dans la zone nord de son domaine offshore, bordant la province de Cabo Delgado. La compagnie américaine Anadarko et l'italienne ENI ont mis à jour près de 180 trillions de pieds cubes de gaz en à peine cinq années alors qu'il a fallu près de soixante ans au Nigeria pour parvenir à de tels volumes. En comparaison, le Qatar possède 900 trillions de pieds cube de gaz, ce qui représente cinq fois plus de gaz et en fait le troisième État du monde en termes de réserves après l'Iran et la Russie. Les décisions d'investissement visant à développer les réserves mozambicaines seront prises en 2016 et les premières cargaisons arriveront sur le marché vers 2020/2021. À terme, et en prenant les projections les plus optimistes, en se basant sur les réserves déjà découvertes, la production totale du Mozambique atteindra 60 millions de tonnes par an soit douze trains de liquéfaction. Or, le Qatar produit actuellement 77 millions de tonnes. Au Qatar, les pays ou sociétés qui achètent le gaz n'ont que des contrats de long terme et ne possèdent pas de participation sur les gisements mais uniquement sur les terminaux. Au Mozambique, la situation est bien différente. Les principaux États consommateurs asiatiques ont acquis des participations dans les blocs où sont situées les découvertes. C'est le cas des Japonais de Mitsui E&P Mozambique Area 1 Limited (20 %), des Indiens de Beas Rovuma Energy Mozambique Limited (10 %), de BPRL Ventures Mozambique B.V. (10 %) et d'ONGC Videsh Limited (10 %) ainsi que des Thaïlandais de PTTEP Mozambique Area 1 Limited (8,5 %). Même cas pour le bloc 4 opéré par Eni où les Sud-Coréens de KOGAS Mozambique (10 %) et les Chinois de

40. B. Augé : « Le gaz au Mozambique, une évolution économique à haut risque », *Notes de l'Ifri*, Ifri, 2014.

CNODC (20 %) sont présents. En résumé, cela veut dire que ce sont les futurs acheteurs du gaz qui financeront le développement des gisements mozambicains car ils en ont besoin pour leurs propres consommations. Jusqu'à présent, ces pays qui utilisent principalement du gaz liquéfié (par opposition au gaz transporté par gazoduc) s'approvisionnent au Qatar, en Australie, à Trinidad-et-Tobago, au Nigeria et en Algérie. L'arrivée du Mozambique dans la cour des grands producteurs pour cette zone asiatique est de nature à largement modifier les équilibres. Cela aura donc une conséquence sur les prix alors que la zone asiatique est celle où les prix sont théoriquement les plus élevés du monde⁴¹. Le Mozambique va ainsi probablement contribuer à tirer les prix vers le bas et les sociétés étatiques asiatiques vont favoriser les cargaisons venant de ce pays d'Afrique de l'Est car il s'agira d'un gaz dont elles sont copropriétaires contrairement à celui du Qatar dont elles ne sont finalement qu'un client parmi d'autres. Jusqu'à maintenant, le Qatar ne s'intéresse pas vraiment au Mozambique⁴² et ne le voit pas comme un potentiel concurrent, principalement par manque d'information. L'Émirat n'a pas non plus investi dans le gaz mozambicain alors même que cela aurait été un projet très rentable. Le Mozambique n'a pas d'ambassade au Qatar et ce dernier gère ses relations avec ce pays depuis Pretoria. Lors de l'intronisation de Filipe Nyusi comme nouveau président mozambicain en janvier 2015, l'ambassadeur qatari en Afrique du Sud, Salem Abdullah Al-Jaber, a fait le déplacement à Maputo. Cependant, les relations ne sont pas très denses. Il n'est pas question ici de dire que l'industrie gazière qatarie va disparaître du fait de l'émergence du Mozambique, l'avantage compétitivité-prix du Qatar n'a en effet aucun équivalent dans le monde⁴³. Cependant, l'arrivée de ce nouveau gaz d'Afrique de l'Est est de nature à exercer une pression sur les prix⁴⁴ et il est probable que le Qatar devra dans le futur baser son budget sur des revenus plus faibles qu'actuellement. Les producteurs traditionnels comme le Qatar seront contraints de proposer des prix plus bas du fait des nouvelles quantités de gaz venant du Mozambique, d'Australie ou d'Iran, alors même que le marché asiatique n'aura probablement pas augmenté dans les

41. Il faut évidemment relativiser cette assertion en raison de la baisse généralisée des prix, pour quelque zone que ce soit.

42. Pas d'avantage que la Tanzanie où a été découvert 55 trillions de pieds cube depuis 2010 grâce à BG Group et Statoil.

43. Au Qatar, le gisement de North Field, quelques 800 trillions de pieds cubes, est extrait par seulement 80 mètres d'eau. Au Mozambique, en dehors de l'inexistence d'infrastructure, la profondeur marine est de près de 1 500 mètres.

44. Les revenus du Qatar pour 2015 seront sensiblement plus bas que les années précédentes car les contrats de long terme sont en partie basés sur les prix du pétrole qui se sont effondrés depuis juin 2014. De plus, le Qatar produit 2 millions de barils par jour et souffre donc, depuis le début de la baisse des prix, de recettes plus faibles à la vente de son brut, comme tout producteur.

mêmes proportions que l'accroissement de la production⁴⁵. Cette surcapacité va tirer les prix vers le bas, le cas est identique sur le marché pétrolier mondial depuis 2014 où l'offre est supérieure à la consommation.

45. Il est cependant probable qu'avec les mesures de réduction de gaz à effet de serre adoptées à la réunion de la COP21 à Paris le 12 décembre 2015, l'augmentation de la consommation gazière en Asie s'accélère au détriment des hydrocarbures tel que le charbon dont la Chine consomme plus de la moitié des volumes produits dans le monde.

Conclusion

La relation entre le Qatar et l'Afrique subsaharienne est en construction. L'Émirat a toujours considéré les pays maghrébins ainsi que la Mauritanie et le Soudan comme proches culturellement, d'où l'existence de relations depuis son indépendance en 1971. Avec les pays d'Afrique subsaharienne, les représentations, les clichés et les incompréhensions entraînent beaucoup de frustration de la part des diplomates africains car l'idée d'un nouveau partenariat prend beaucoup de temps et souvent n'aboutit à rien. Du côté qatari, le manque de fonctionnaires qualifiés et connaisseurs de l'Afrique explique cette relative absence de vision sur une zone avec laquelle le Qatar pourrait échanger bien davantage. Le manque de prise de risques en termes d'investissements qataris en Afrique relève souvent d'absence de temps et de personnel national⁴⁶ pour analyser les projets. Ces derniers sont parfois mal défendus par certains « petits » États africains qui ont tendance à considérer le Qatar comme un coffre-fort dont les fonds vont facilement arriver dans leur pays. La charité et l'aide au développement⁴⁷ que pratique le Qatar dans l'éducation, les hôpitaux, etc. ne sont pas gérés par le ministère des Affaires étrangères et ces sujets sont totalement séparés des questions économiques. Les secteurs économiques comme celui du gaz, du pétrole, des mines, des banques, de l'agriculture n'obéissent qu'à des logiques de rentabilité. La sécurisation des approvisionnements en nourriture est également un axe très important pour le pays.

L'un des points que nos différents interlocuteurs ont souvent soulevés est le poids des expatriés non qataris dans les décisions d'investissement du Qatar. Cela s'explique par l'absence de cadres locaux formés en nombre suffisant.

46. Selon une étude de 2014, la population active de nationalité qatarie totalise seulement 93 532 personnes (62 250 hommes et 31 282 femmes). L'un des grands défis est donc de trouver des citoyens qualifiés dans tous les domaines de l'État au sein de ce très faible vivier.

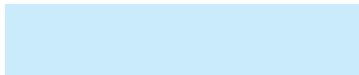
47. Les actions de charité en Afrique sont notamment effectuées *via* la Qatar Red Crescent présent principalement dans les pays à dominante musulmane comme le Soudan, Djibouti, le Niger, la Mauritanie. Des actions sont également organisées *via* le Qatar Charity avec des programmes en place dans quinze des 54 pays africains. Une partie significative de ces fonds sont destinés à la construction de mosquées et de centres coraniques mais des programmes de lutte contre la polio (en coopération avec la fondation Bill et Melinda Gates) ou des programmes agricoles sont également financés.

Le fait pour les pays africains de ne pas avoir en face d'eux des Qataris lors de négociations commerciales entraîne des réponses différentes de celles qu'un fonctionnaire d'État aurait pu donner. Les expatriés ne prennent nullement en compte le volet politique, seul le côté « rentabilité » prime. Or, les investissements de sociétés étatiques qataries se font évidemment en fonction d'impératifs de rentabilité mais doivent également répondre à un agenda géopolitique et politique avec des priorisations en fonction d'intérêts particuliers. Les ambassades africaines font régulièrement venir leurs ministres et présidents à Doha mais le temps que ces derniers ont pour convaincre l'émir ou un ministre est court et il faut bien préparer la rencontre. En dehors des conseillers de l'émir et de quelques dizaines de personnalités gravitant autour des ministres, les cadres compétents qataris manquent encore cruellement dans le secteur public au Qatar. Cela n'est pas directement lié à l'éducation qui peut être de bonne qualité dès le plus jeune âge et se terminer dans des prestigieuses écoles telles que HEC, Georgetown University, Texas A&M, Northwestern ou encore Carnegie Mellon qui ont toutes ouvert des campus au Qatar depuis une dizaine d'années. L'un des grands défis pour le nouvel émir Tamim Al-Thani arrivé en 2013 est d'encourager ses citoyens à travailler dans l'administration non productive⁴⁸ car la construction d'une nation passe par une fonction publique bien formée et capable de suivre des projets et également d'en proposer. Jusqu'à présent, le Qatar s'est développé économiquement à une telle vitesse que toutes les grandes décisions sont venues d'en haut, de l'émir, l'administration étant au mieux informée de ce qui se passait ou alors complètement mise de côté. Dans cet environnement, l'Afrique est le parent pauvre de la diplomatie qatarie. Ce constat est dommageable car les opportunités d'investissement y sont très nombreuses et les Africains sont demandeurs d'une plus grande diversification de leurs partenariats. Au niveau politique, notamment dans des opérations de post-crise ou de *peace building*, le Qatar aurait très clairement un rôle à jouer s'il coopérait avec les grandes puissances telles que les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France. Les médiations que le pays a effectuées en solitaire, concernant entre autres le Darfour, ont plutôt obtenu des résultats mitigés car il ne suffit pas de payer les parties pour gagner la paix, il faut envisager un processus de long terme⁴⁹. Des partenariats politiques sont également à chercher du côté de grandes

48. Et non pas uniquement dans les sociétés paraétatiques tels que Qatar Petroleum, Qatar Mining.

49. Cette réflexion concerne évidemment aussi les grandes puissances occidentales dont le relatif abandon des pays tels que la Libye après la mort de Mouammar Kadhafi n'a fait que renforcer le chaos et la difficulté d'un État à émerger. La Libye est justement, avec l'Égypte et la Tunisie, un pays où le Qatar a déployé une stratégie – peu fructueuse d'ailleurs – lors des printemps arabes.

puissances africaines telles que l'Afrique du Sud et le Nigeria, afin de faciliter des discussions sur des conflits et trouver une solution en commun. L'Afrique du Sud y est très clairement prête. Le Qatar a trop souvent tendance à vouloir faire les choses seul, ce qui ne donne pas nécessairement des résultats concluants.



ifri

institut français
des relations
internationales